

SYNTHÈSE DE CONJONCTURE ÉCONOMIE EMPLOI EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Au 1^{er} trimestre 2026, l'emploi salarié stagne et le taux de chômage s'emballe

SEPTEMBRE 2026



En bref...

L'économie française s'est repliée au 1^{er} trimestre 2026 (-0,1%). Elle décroît pour la première fois depuis la crise sanitaire. La croissance est impactée par les retournements de la demande intérieure et du commerce extérieur.

En Auvergne-Rhône-Alpes, l'économie a continué de progresser dans l'industrie et les services marchands, à l'inverse du bâtiment et des travaux publics. Le déclenchement du conflit au Moyen-Orient fin février a renforcé les facteurs d'incertitude pour les chefs d'entreprise, et amorcé une tendance haussière sur les prix de matières premières.

Du côté de la dynamique entrepreneuriale aussi, les trajectoires se sont inversées : les créations d'entreprises (+0,8% après -1,1%), les défaillances (+3,2% après -0,6%) et les chiffres d'affaires (+0,8% après -1,1%) augmentent à nouveau. L'investissement des entreprises privées recule (-4,5%).

L'emploi salarié poursuit son léger fléchissement pour le deuxième trimestre consécutif (-0,1% après -0,1%), ce qui représente -2 407 emplois. Aucun des quatre grands secteurs ne gagne de l'emploi en ce début d'année 2026 : -0,3% pour l'industrie et la construction, +0% pour le tertiaire marchand et -0,5% pour l'intérim. Seul, le tertiaire non marchand connaît une légère croissance (+0,1%).

Le taux de chômage continue d'augmenter au 1^{er} trimestre 2026 (+0,1 point et 7%) plus lentement que l'évolution nationale (+0,2 point et 7,9%). Il atteint néanmoins son plus fort taux depuis la crise sanitaire, mais progresse de façon inégale selon les départements.

Le nombre de demandeurs d'emplois en catégories A, B, C a diminué de -0,4% ce trimestre (contre -0,3% au niveau national), à l'inverse du trimestre précédent (+1,3%).

Chiffres clés en Auvergne-Rhône-Alpes



**Évolution
sur un trimestre**
(T1 2026 / T4 2025)

↘ -0.1%
(+0% en France)

↗ +0.1 pt
(+0.2 pt en France)

↘ -0.4%
(-0.3% en France)

**Évolution
depuis un an**
(T1 2026 / T1 2025)

↘ -0.1%
(-0.2% en France)

↗ +0.6 pt
(+0.6 pt en France)

↗ +0.1%
(+0.1% en France)



Zoom sur... la filière construction

Pour cette nouvelle édition de la synthèse de la conjoncture, **Stéphanie Pepin**, la directrice régionale adjointe de la **Cellule Économique Régionale de la Construction en Auvergne-Rhône-Alpes (CERC AURA)**, a accepté de décrypter la situation conjoncturelle de la filière construction en région (voir pages 2 et 3). Elle y détaille les travaux de la CERC et l'écosystème des acteurs régionaux, présente les principaux signaux conjoncturels à retenir à mi-2026 pour la filière de la construction et ses différents segments, avant de conclure en évoquant les enjeux d'emploi, de compétences et d'anticipation pour la filière.

Entretien avec Stéphanie Pepin



« Notre rôle n'est pas seulement de produire des données. Il est de les transformer, avec nos partenaires, en connaissances partagées et en outils concrets pour accompagner les décisions des acteurs de la construction. »

Comment les travaux de la CERC éclairent-ils les réalités territoriales de la filière construction ?

Des données territorialisées pour objectiver les signaux de conjoncture.

Véritable observatoire économique régional de la filière Construction, la CERC réunit les services de l'État, la Région, les organisations professionnelles (FFB, CAPEB, FRTP, UNICEM, FPI) et de nombreux partenaires autour d'un objectif commun : produire une lecture fiable, partagée et utile des marchés. Son rôle est de croiser les indicateurs disponibles (logement, locaux, entretien-rénovation, travaux publics, matériaux, emploi, intérim, demande d'emploi, créations et défaillances d'entreprises) pour mettre en perspective les évolutions observées et apporter des repères aux acteurs publics comme privés.

Cette approche partenariale permet de transformer les données en outils d'aide à la décision. Dans une période où les signaux restent contrastés, la CERC contribue à objectiver les diagnostics, alimenter le dialogue entre acteurs et anticiper les enjeux de la filière : activité, emploi, compétences, besoins en logements, commande publique, matériaux et transitions.

Au-delà de la moyenne régionale, les travaux de la CERC Auvergne-Rhône-Alpes permettent d'identifier des trajectoires très différenciées selon les territoires. La reprise des mises en chantier de logements, le recul du non-résidentiel, la baisse de l'entretien-rénovation ou encore l'évolution de l'emploi ne se traduisent pas partout avec la même intensité. Les notes départementales, cartes et tableaux de bord produits par la CERC permettent ainsi de rendre visibles ces écarts et d'éviter une lecture trop globale de la conjoncture.

Quels signaux retenir à mi-2026 de la conjoncture de la filière en Auvergne-Rhône-Alpes ?

Une reprise du logement neuf, mais encore fragile.

À mi-2026, la construction neuve de logements montre des signes d'amélioration en Auvergne-Rhône-Alpes. À fin mai, près de 37 000 logements ont été commencés sur douze mois, soit une hausse de 26,1% sur un an. Les autorisations progressent également, avec 52 200 logements autorisés, en hausse de 16,9%.

Ces chiffres confirment une amélioration après plusieurs trimestres difficiles. Ils doivent toutefois être lus avec prudence : cette progression intervient après des niveaux particulièrement bas et l'activité reste inférieure à ses moyennes récentes. Les autorisations ralentissent sur la période la plus récente et la commercialisation ne montre pas encore de véritable rebond. Au 1^{er} trimestre 2026, les mises en vente reculent fortement tandis que les réservations progressent seulement modestement.

Le message est donc nuancé : le logement neuf repart, mais la reprise n'est pas encore généralisée ni pleinement consolidée.

Des marchés qui n'évoluent pas tous au même rythme.

La conjoncture de la filière Construction ne peut pas se résumer à un seul indicateur. Derrière l'amélioration du logement neuf, plusieurs segments restent en difficulté.

Dans le non-résidentiel neuf, les surfaces mises en chantier reculent encore de 7,3% sur un an à fin mai 2026, pour atteindre 2,42 millions de m². Les autorisations poursuivent également leur baisse et passent sous la barre des 4 millions de m², un niveau particulièrement bas au regard des historiques récents.

L'entretien-rénovation, souvent identifié comme un marché porteur au regard des besoins des bâtiments et des enjeux de transition énergétique, connaît lui aussi un repli. Au 1^{er} trimestre 2026, l'activité baisse de 2,9% en volume. Le recul concerne à la fois les logements et les locaux d'activité, tandis que la rénovation énergétique enregistre un quatrième trimestre consécutif de baisse.

Les travaux publics sont également soumis à une conjoncture dégradée. Au 1^{er} trimestre 2026, l'activité se replie nettement dans un contexte électoral communal. Les carnets de commandes représentent en moyenne 5,3 mois d'activité. L'insuffisance de la demande reste le principal frein cité par les entreprises, devant les contraintes financières et les difficultés de recrutement.

Du côté des matériaux, les volumes demeurent faibles. La production de béton prêt à l'emploi se stabilise, mais à un niveau historiquement bas, autour de 4,5 millions de m³ sur douze mois. La production de granulats reste orientée à la baisse et atteint également un point bas de longue période.

Quels enjeux d'emploi, de compétences et d'anticipation pour la filière ?

Tableaux de bord Activité-Emploi-Formation et outils de cartographie des formations.

À fin mars 2026, l'emploi salarié dans la Construction reste orienté à la baisse en Auvergne-Rhône-Alpes : la filière compte près de 197 900 salariés, apprentis inclus, soit -1,3% sur un an et près de 8 700 postes perdus en trois ans. Le recours à l'intérim se stabilise autour de 14 700 équivalents temps plein au 1^{er} trimestre 2026, tandis que le nombre de demandeurs d'emploi recherchant un métier de la Construction recule à 23 400 personnes, soit -8,8% sur un an.

Ces indicateurs doivent être lus avec nuance. Le recul de l'emploi salarié et la baisse des demandeurs d'emploi ne suffisent pas à qualifier les besoins des entreprises. Les enjeux emploi-formation relèvent aussi du renouvellement des compétences, de l'attractivité des métiers, de l'adaptation de l'offre de formation et de l'anticipation des futurs besoins de main-d'œuvre. C'est pourquoi la CERC Auvergne-Rhône-Alpes développe, avec ses partenaires, des tableaux de bord Activité-Emploi-Formation et des outils de cartographie des formations, mobilisés notamment par la Commission Paritaire Régionale de l'Emploi et de la Formation (CPREF) et les commissions emploi-formation, afin de partager une lecture commune des tensions et d'éclairer les politiques de formation du BTP.

Encadré 1 : Pour bien comprendre : secteur, filière, branche, segment, de quelle activité parle-t-on ?

L'entretien avec la CERC a rappelé la nécessité de bien définir le périmètre d'analyse lorsque l'on s'intéresse à la conjoncture économique. Ainsi, secteur, filière, branche et segment ne font pas référence aux mêmes périmètres activités.

- **La filière d'activité** désigne l'ensemble de la chaîne de valeur de la matière première jusqu'au client final (la filière construction rassemble par exemple les matériaux, la conception, le bâtiment, les travaux publics, la promotion immobilière et la déconstruction).
- **Le secteur d'activité** regroupe les entreprises qui exercent une activité économique similaire (ex : dans le cas de la construction, c'est la construction de bâtiments, le génie civil et les travaux de construction spécialisés).
- **La branche d'activité** est un sous-ensemble correspondant à une activité de production précise, sous-entendant qu'une entreprise peut appartenir à plusieurs branches si elle exerce plusieurs activités (une entreprise qui travaille dans le BTP, peut avoir une activité principale dans la construction de bâtiments mais aussi réaliser des travaux de maçonnerie).
- **Le segment d'activité** renvoie quant à lui, à la sous-partie d'une activité qui est définie par des caractéristiques, des produits ou des clients communs (ex : l'installation électrique dans les logements).

Ainsi, la CERC plutôt que de se restreindre au secteur du bâtiment, s'intéresse à la filière de la construction pour évaluer la santé de toute la chaîne de valeur. **Dans la synthèse, les données sont présentées par secteurs, adaptés selon le niveau de détail des nomenclatures disponibles.**

Éclairage national

Un repli inédit de la croissance française depuis la crise sanitaire au 1^{er} trimestre 2026

Au 1^{er} trimestre 2026, la croissance du produit intérieur brut (PIB) de la France est négative pour la première fois depuis la crise sanitaire (-0,1% après +0,2%).

Cette trajectoire s'explique par les retournements simultanés des contributions à la croissance de la demande intérieure (-0,2 après 0,2 point) et du commerce extérieur (-0,9 après +0,7 point). La demande intérieure est pénalisée par l'investissement (-0,6%) et la consommation des ménages (-0,2%), baisse marquée notamment dans l'alimentaire et l'énergie. En contrepoint d'une fin d'année 2025 dynamique, le manque de vigueur des livraisons dans l'aéronautique a pesé sur les exportations. Les importations continuent quant à elles de diminuer (-0,9% après -1%). En miroir ce sont les stocks qui ont soutenu la croissance (+1 point).

Contribution à la croissance	T1 2026	T4 2025
Demande intérieure finale hors stock	-0.2	0.2
Variations de Stock	1	-0.7
Commerce extérieur	-0.9	0.7

En points.

Source : Insee.

L'activité économique s'est quant à elle redressée dans l'industrie manufacturière (+0,8 point), repliée dans l'énergie (-1,8 point) et la construction (-1,8 point) et a marqué le pas dans l'ensemble des services marchands (-0,3 point). Du côté des données qualitatives de l'INSEE, les indicateurs de climat, qui mesurent le moral des acteurs économiques et des ménages, restent globalement orientés à la baisse. Le climat demeure nettement sous sa moyenne de longue période (inférieur de dix points), traduisant un pessimisme ancré. De son côté, le climat des affaires se stabilise en deçà de sa moyenne historique : le regain d'optimisme dans l'industrie se heurte à la morosité des services, directement touchés par la faiblesse de la consommation. Seul le climat de l'emploi offre une note positive, avec une stabilisation en début d'année suivie d'une amélioration nette en mars.

Le niveau de l'inflation, s'il est resté contenu jusqu'à février (+1%), s'est accéléré avec le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient et l'augmentation des prix des carburants (+1,7%). Les prix de l'énergie ont en effet bondi de +8,9% entre février et mars.

Au 1^{er} trimestre 2026, on observe ainsi une dichotomie entre l'industrie qui demeure dynamique et la déprime des consommateurs qui se répercute sur les services. La résilience de la croissance française pourrait ainsi commencer à toucher ses limites.

Pour en savoir plus : [Insee, L'industrie tient la barre, les ménages accusent le coup - Juin 2026](#)

Ajustement à la baisse des projections de croissance économique en 2026

Entre mars et juin, les prévisions de croissance de la Banque de France pour l'année 2026 ont été ramenées de +0,9% à +0,5%. Cet ajustement s'explique par l'augmentation des prix du pétrole plus marquée qu'anticipé, une activité économique moins résiliente que prévue au premier trimestre et des prévisions atones pour le deuxième trimestre de l'année. Sur l'ensemble de l'année, la contribution de la demande intérieure resterait positive, tandis que la consommation des ménages ralentirait et le commerce extérieur contribuerait positivement à la croissance.

En plus de ce scénario « favorable », la Banque de France en évoque deux autres plus défavorables, fluctuants sur l'ampleur et la durée du choc, les prix de l'énergie, le niveau d'incertitude et les effets sur le commerce international. Dans le cas du scénario défavorable, le conflit se prolongerait impactant durablement l'énergie, avec un pic du baril de pétrole à 122 dollars (il était de 67 dollars en Janvier) et une inflation en augmentation de +0,2 point en 2026 (+2,7%). Dans le scénario très défavorable, le pic du baril de pétrole monterait jusqu'à 166 dollars, l'inflation grimperait jusqu'à +4%, le rebond ne se faisant qu'en 2028. Dans les deux cas, l'évolution des prix de l'énergie augmenteraient a minima jusqu'au 3^{ème} trimestre 2026¹.

¹ Ces scénarios sont à suivre avec prudence dans la mesure où ils supposent que la politique monétaire de la zone euro reste inchangée, ils n'anticipent pas la réaction des marchés financiers sur les taux d'intérêt futurs et certains impacts à plus long terme sur le PIB potentiel. Aussi, un scénario très favorable évoque une diminution du coût énergétique dès le troisième trimestre 2026 pour s'établir à 64 dollars par baril.

Au terme du 1^{er} trimestre 2026, l'activité de la zone euro s'est retournée (-0,2% après +0,2%). Elle reste essentiellement portée par le commerce extérieur de l'Allemagne et de l'Italie. La France y apparaît à contre-courant en raison du repli de ses exportations, bien compensé par le mouvement de restockage. D'ici la fin de l'année, l'activité de l'ensemble de la zone freinerait, les difficultés sur le marché du travail seraient marquées en France (population active dynamique et faible nombre de créations de postes) et l'inflation s'élèverait partout mais dans des proportions variables, impactant le pouvoir d'achat et l'investissement. La croissance du PIB s'établirait ainsi à +0,3% dans la zone euro (après +1,5%), dont +0,6% en Allemagne, +0,8% en Italie, et +2,3% en Espagne. Elle ralentirait au Royaume-Uni (+0,9% après +1,4%), tout comme aux États-Unis pénalisés par le ralentissement de la consommation (+1,9% après +2,1%), tandis qu'elle s'avèrerait conforme à l'objectif du gouvernement en Chine (+4,6%).

Pour 2027 et 2028, l'activité progresserait de +0,9% et de 1,2%, sous l'hypothèse d'une détente des prix de l'énergie et des reprises de la consommation des ménages ainsi que de l'investissement des entreprises. Il est toutefois important de noter qu'au cours de ces années pourraient se propager des effets indirects de la hausse du prix du pétrole aux composantes non énergétiques de l'inflation.

Encadré 2 : Conflit au Moyen-Orient, quelques précisions

Le conflit au Moyen-Orient ayant éclaté à la fin du mois de février 2026, les chiffres obtenus jusqu'alors ne faisaient qu'état d'estimations en termes d'impact et de répercussions. Quelques mois après et même si la situation demeure très instable, plusieurs éléments sont à retenir.

- **Le conflit devrait d'abord freiner l'envol du commerce mondial de biens** initié en 2025 (+4,2%) sous l'effet des échanges de biens liés à l'intelligence artificielle et le ramener à un niveau bien plus bas sur l'année 2026 (+1,9%).
- **Pour l'heure, un grand nombre d'économies est seulement affecté par les effets de premier tour** (augmentation du prix des carburants, répercussions sur les billets d'avions, coûts de production pour les entreprises). Les effets de second tour (boucle prix / salaires qui s'autoalimenterait) n'ont pas encore été initiés. C'est pourquoi la Banque Centrale Européenne a pris la décision de relever ses taux directeurs de 25 points de base dès le 11 juin afin de limiter la diffusion de l'inflation à l'ensemble du panier de biens de consommation, et donc l'impact sur le pouvoir d'achat des ménages.
- **L'impact pour l'économie française serait moindre que lors du déclenchement de la guerre en Ukraine en 2022** : l'évolution du taux de change est plus favorable en Europe réduisant la flambée du pétrole, celle-ci ne s'est pas accompagnée de l'envol des prix du gaz et de l'électricité qui bénéficie aujourd'hui d'un parc nucléaire plus disponible qu'à l'époque et enfin les matières premières alimentaires sont à un niveau plus bas ce qui limite l'effet cumulatif. Le solde extérieur en produits énergétiques connaîtrait un impact de l'ordre de -0,3 point de PIB contre -2,2 points en 2022.

Ainsi, compte tenu du protocole d'accord conclu le 14 juin pour mettre fin aux hostilités et la levée des taux directeurs de la Banque Centrale Européenne le 11 juin, on peut estimer que les impacts du conflit seront concrètement mesurables au 2^{ème} trimestre 2026 et à lisser sur l'ensemble de l'année à hauteur de -0,2 point de croissance.

Pour en savoir plus : [Banque de France, Projections macroéconomiques pour la France – Juin 2026](#)

Éclairage régional

Une économie régionale à plusieurs vitesses au 1^{er} trimestre 2026

D'après les enquêtes mensuelles de conjoncture de la Banque de France réalisées auprès d'un panel d'entreprises, l'activité régionale a continué de progresser dans l'industrie et les services marchands au 1^{er} trimestre 2026, en revanche, elle s'est repliée dans le bâtiment et les travaux publics.

La production industrielle s'est progressivement renforcée sur la période et le taux d'utilisation des capacités de production a rattrapé son niveau de fin 2023. Si la majorité des activités ont connu une évolution favorable sur la période, en revanche, l'industrie pharmaceutique et des fabrications de produits en caoutchouc-plastiques sont demeurées sur une tendance baissière, alors que les fabrications de matériels de transport, les produits informatiques-électroniques-optiques et l'industrie agroalimentaire sont restés étales. Les carnets de commandes se sont progressivement reconstitués au cours du trimestre, et approchent désormais le niveau attendu. En parallèle, les stocks de produits finis, jugés hauts le trimestre précédent, se sont allégés.

Dans les services marchands, l'activité est globalement restée bien orientée. Seul le secteur de l'hébergement-restauration s'est sensiblement replié.

Dans le secteur de la construction, l'activité a reculé dans le bâtiment. Avec des carnets toujours insuffisants, le gros œuvre a conservé une tendance baissière, tandis que les courants d'affaires ont stagné dans le second œuvre. L'activité des travaux publics s'est nettement contractée au premier trimestre 2026, affectée par les conditions météorologiques et l'attentisme lié aux élections municipales.

Le déclenchement du conflit au Moyen-Orient fin février a renforcé les facteurs d'incertitude pour les chefs d'entreprise, et amorcé une tendance haussière sur les prix de matières premières. Ce renchérissement n'a pas pu être immédiatement et intégralement répercuté sur les prix de vente. Les réévaluations tarifaires sont restées modérées au 1er trimestre dans l'industrie et les services marchands, alors que les prix des devis ont continué de baisser en raison des tensions concurrentielles dans la construction. Les effectifs sont restés stables dans l'industrie et les services marchands, tandis qu'ils se sont effrités dans la construction. Les difficultés de recrutement mentionnées par les chefs d'entreprise se sont atténuées dans l'industrie et les services marchands, et se sont stabilisées dans le bâtiment. »

Encadré rédigé par la Banque de France Auvergne-Rhône-Alpes, pour en savoir plus : [Banque de France, Tendances régionales, La conjoncture en Auvergne-Rhône-Alpes - Janvier, Février, Mars 2026](#)

Le chiffre d'affaires des entreprises privées de la région en hausse début 2026

Le chiffre d'affaires des entreprises privées de la région augmente sur un an à rebours du précédent trimestre (+0,8% après -1,1%), mais moins rapidement que la tendance nationale (+1,4%). Il représente près de 144 100 millions d'euros.

Dans le détail, on note une croissance régionale des chiffres d'affaires pour les secteurs des *Activités financières* (+6,9%), le *Commerce* (+3,1%) ou l'*Hébergement et restauration* (+1,9%). À l'inverse, la *Construction*, le *Transport et entreposage* (-1,4%) et dans une moindre mesure l'*Industrie manufacturière* (-0,5%) baissent.

Chiffre d'affaires	Montant 1 ^{er} trimestre 2025 (en M€)	Montant 1 ^{er} trimestre 2026 (en M€)	Évolution Annuelle
Total Auvergne-Rhône-Alpes	142 944	144 084	1.4%
Total France	1 658 310	1 681 946	0.8%

Chiffre d'affaires	Montant 1 ^{er} trimestre 2025 (en M€)	Montant 1 ^{er} trimestre 2026 (en M€)	Évolution Annuelle
Total Auvergne-Rhône-Alpes	142 944	144 084	0.8%
Industrie manufacturière	34 024	33 855	-0.5%
Construction	11 398	11 237	-1.4%
Commerce	43 795	45 161	3.1%
Activités financières	7 878	8 424	6.9%
Transport et entreposage	7 104	7 005	-1.4%
Hébergement et restauration	4 387	4 472	1.9%

Chiffre d'affaires	Montant 1 ^{er} trimestre 2025 (en M€)	Montant 1 ^{er} trimestre 2026 (en M€)	Évolution Annuelle
Total Auvergne-Rhône-Alpes	142 944	144 084	0.8%
Ain	8 342	8 474	1.6%
Allier	3 816	3 791	-0.7%
Ardèche	2 527	2 587	2.4%
Cantal	1 313	1 302	-0.8%
Drôme	6 974	7 004	0.4%
Isère	18 349	18 161	-1.0%
Loire	9 621	9 731	1.1%
Haute-Loire	2 233	2 317	3.8%
Puy-de-Dôme	10 261	9 961	-2.9%
Rhône	56 766	57 529	1.3%
Savoie	8 532	8 713	2.1%
Haute-Savoie	14 209	14 516	2.2%

Source : DRFIP Ecoviz. Données cumulées du 1^{er} janvier au 31 mars.

Les dynamiques territoriales sont inégales. On observe un recul marqué dans le Puy-de-Dôme (-2,9%) tandis que la hausse la plus significative revient à la Haute-Loire (+3,8%). Parmi les évolutions remarquables, les Activités financières sont toujours en chute en Isère (-16,2%) et l'on observe une diminution remarquable du Transport et entreposage dans la Loire (-25,2%), tandis que les chiffres d'affaires augmentent pour les entreprises des Activités financières dans la Loire (+20%) et le Puy-de-Dôme (+44%), ainsi que pour l'Hébergement et la restauration en Haute-Loire (+14%). Enfin, l'investissement des entreprises privées recule toujours dans la région (-4,5%) alors qu'il augmente au national (+0,6%). La DRFIP note « une stabilité de l'investissement dans les secteurs du commerce et des transports et une contraction s'agissant des industries manufacturières ». Le prix du foncier et les instabilités politiques peuvent apparaître comme les principaux freins.

L'évolution du tissu régional d'entreprises

Les créations d'entreprises repartent à la hausse sur le trimestre et sur un an

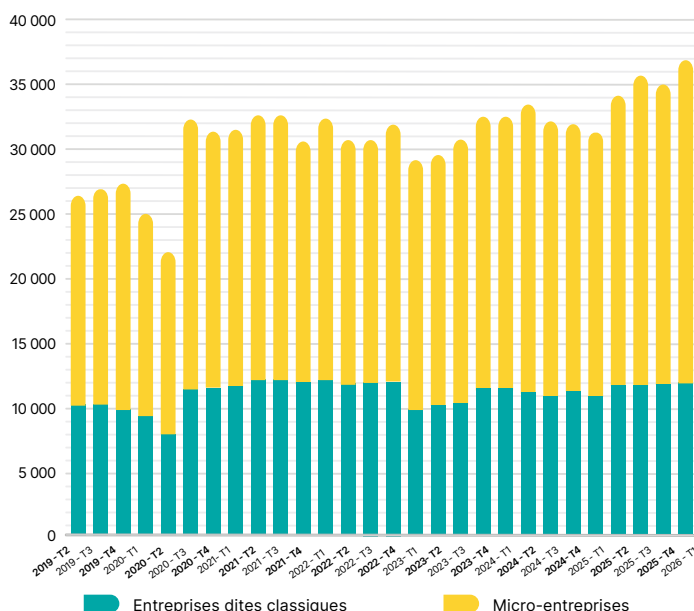
Après un automne 2025 orienté à la baisse (-3,4%), les créations d'entreprises croissent à nouveau au 1^{er} trimestre 2026 (+5%) avec 1 752 nouvelles structures. Cette croissance provient majoritairement des micro-entreprises (86%), particulièrement dans les services et commerce, transport, hébergement et restauration. Les entreprises classiques sont également concernées mais dans des proportions moindres, même si les créations dans l'industrie y sont vigoureuses (+11,6% après -12,1%). Seul le secteur de la construction recule (-0,2% pour les micro-entreprises et -7,6% pour les entreprises classiques).

Sur un an, la hausse des créations d'entreprises s'élève à +10,1%, pour les entreprises classiques (+7,6%) comme pour les plus petites (+11,3%). Ces évolutions demeurent nettement moins importantes qu'avant la crise sanitaire (+32,9%).

Dans le détail, les *Activités scientifiques et techniques*, les *Activités de soutien aux entreprises*, le *Commerce de détail* et la *Construction* sont celles qui enregistrent le plus grand nombre de création d'entreprises. Par poste, on compte toujours le nettoyage courant des bâtiments (825), les activités de postes et de courrier (728), et le conseil pour les affaires et autres conseils de gestion (638).

Évolution des créations d'entreprises en Auvergne-Rhône-Alpes

Unité : en nombre d'entreprises



Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et Établissements - Sirene) ; Données trimestrielles CVS

Une nette augmentation des défaillances d'entreprises

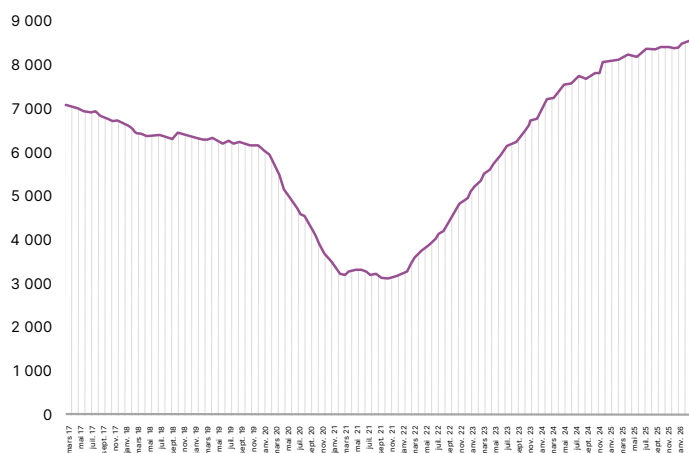
Après une diminution inédite en un an fin 2025 (-0,6%), le nombre de défaillances d'entreprises a bondi au 1^{er} trimestre 2026 (+3,2%). La région en a enregistré 8 391 entre avril 2025 et mars 2026. Il augmente considérablement dans le *Transport et entreposage* (+10,9% et + 11 points) et dans le *Soutien aux entreprises* (+9% et +9 points). À l'inverse, il diminue dans l'*Agriculture* (-1,9% et -5 points).

À l'échelle nationale le nombre de défaillances s'est également accru (+5,1% après +3,8%). En mars 2026, ce sont surtout les ETI-Grandes entreprises (+15,3%) et les TPE (+11,5%) qui contribuent à cette augmentation. Par rapport à décembre, l'évolution la plus marquée revient aux ETI et grandes entreprises (+10,3 points), tandis que les défaillances concernant les moyennes entreprises sont orientées à la baisse (-4,8 points).

Sur un an, le nombre de défaillances accélère (+6,3% après +3,8%) tout en restant nettement supérieures à leur niveau d'avant la crise sanitaire (+36,9%). On note les croissances marquées de l'*Agriculture*, de l'*Enseignement*, *Santé*, *Action sociale et services au ménage*, tandis qu'elles baissent dans la *Construction* et les *Activités financières et d'assurance*.

Évolution des défaillances d'entreprises en Auvergne-Rhône-Alpes (en cumul sur un an)

Unité : en nombre de procédures de redressement judiciaire enclenchées en cumul sur un an



Les perspectives pour les prochains mois restent orientées à la hausse, à des niveaux élevés sur l'ensemble de l'année 2026, qui pourraient être gonflés par l'instabilité économique internationale (marges sous pression, visibilité réduite, gestion du risque et de la trésorerie).

2 L'EMPLOI

La situation de l'emploi salarié

L'emploi salarié poursuit sa légère baisse au 1^{er} trimestre 2026

L'emploi salarié a légèrement baissé au 1^{er} trimestre 2026 (-0,1%), tandis qu'il s'est stabilisé au niveau national (0%). Cela représente une perte de 2 407 emplois sur le trimestre en Auvergne-Rhône-Alpes. Cette diminution est plutôt liée au secteur privé (-0,1%) qu'au secteur public (+0%).

L'emploi intérimaire recule (-0,5% après +1%). Il représente l'équivalent de 102 523 emplois et il est surtout mobilisé par la *Construction* (8,3%) et l'*Industrie* (7,3%). Le taux de recours en région (3,1%) est stable comparé à l'année précédente.

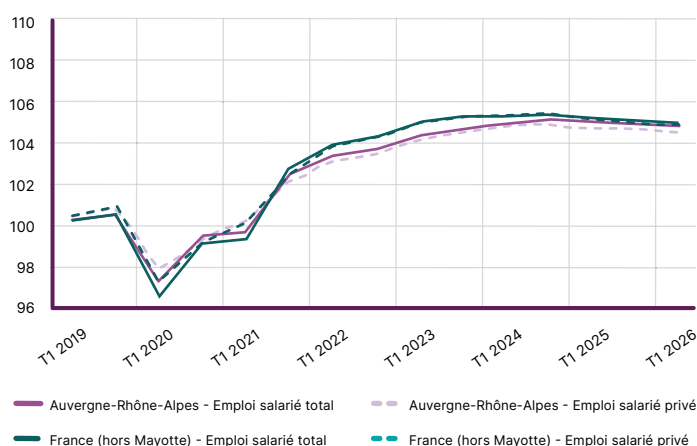
Dans le détail, aucun grand secteur ne gagne de l'emploi au 1^{er} trimestre 2026. L'*Industrie* (-0,3%) et la *Construction* (-0,3%) poursuivent leurs décroissances, et le tertiaire marchand ne progresse plus (+0%). La trajectoire du tertiaire non marchand repart à la hausse (+0,1% après -0,3%). Dans l'industrie, on note que les diminutions des *Fabrications d'équipements électriques, électroniques, informatiques et de fabrication de machines* (-0,6% après -0,6%) et des *Fabrications de matériels de transports* (-0,7% après -0,5%) se poursuivent, mais sur des volumes nets relatifs, respectivement -592 et -146 emplois.

Dans les services, les décroissances marquées se font dans les *Activités Immobilières* (-0,4%) et le *Transport et Entreposage* (-0,3%), tandis que les *Autres activités de services*² poursuivent leurs croissance (+0,5% après +0,1%).

Sur un an, l'emploi salarié diminue de -0,1% et reste supérieur de +5,2% à l'avant crise sanitaire.

Évolution de l'emploi salarié en France et en Auvergne-Rhône-Alpes

Unité : indice de base 100 au 1^{er} trimestre 2018



Source : Insee, Estimations d'emploi (estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee) ; Données trimestrielles CVS en fin de trimestre.

² Ce secteur correspond au code RU de la nomenclature A17 des codes de nomenclature d'activités françaises (NAF). Il recouvre les Arts, spectacles et activités récréatives (art, divertissement et musées, activités sportives récréatives et de loisirs), les autres activités de services (activités des organisations associatives, réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques et autres services personnels) et enfin les activités des ménages en tant qu'employeurs et les activités des organisations et organismes extraterritoriaux.

L'évolution de l'emploi salarié privé par secteur d'activité

Section rédigée par l'URSSAF

L'emploi salarié ne progresse plus dans le tertiaire et accentue son repli dans l'industrie

Les effectifs salariés privés dans le tertiaire (hors intérim) ne progressent plus sur un an en Auvergne-Rhône-Alpes (+0%). Cinq secteurs demeurent néanmoins créateurs d'emploi. Les hausses les plus marquées concernent l'*Hébergement et restauration* (+ 1,2%) et la *Santé, Social et Éducation* (+ 0,6%), avec pour chacun plus de 1 800 postes créés. Concernant ce secteur, les créations se concentrent dans les activités pour la santé humaine et l'hébergement médico-social et social (+ 2 130 postes au total) tandis que l'enseignement recule (- 590 postes).

À l'inverse, le secteur de l'*Information et Communication* poursuit son repli (-1,1%, soit 1 000 postes en moins) en particulier dans les télécommunications. Le *Commerce, Transport et Entreposage*, qui concentre un tiers des emplois salariés du tertiaire privé régional, poursuit une décroissance annuelle égale au trimestre précédent (-0,5 % soit 2 880 postes perdus), principalement sous l'effet des baisses constatées dans les activités de poste et de courrier et le commerce de gros (hors automobile).

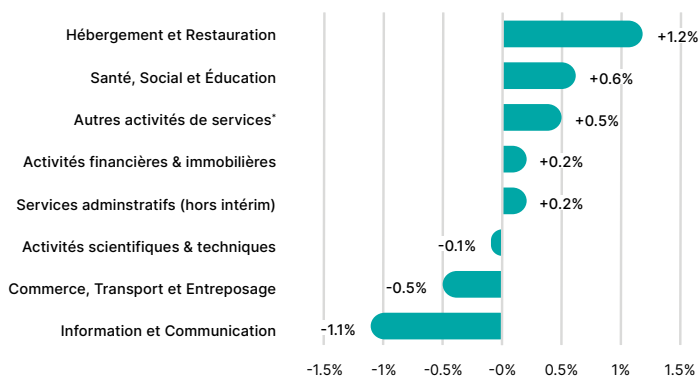
Dans l'industrie, les effectifs salariés privés en Auvergne-Rhône-Alpes accentuent leur repli sur un an (-0,8%), avec 4 110 postes supprimés. Le recul est plus marqué dans le *Textile, habillement et cuir, bois, meuble* (-2,7%), où toutes les activités sont en baisse, notamment la fabrication de textiles (- 420 postes) et l'industrie du cuir et de la chaussure (-300 postes).

Les *Équipements électriques, électroniques et informatiques*, machines perdent également 1 640 postes (-1,9%), principalement dans la fabrication de machines et équipements. Les *Autres industries manufacturières, réparation de machines* (-1,3%) reculent aussi (-1,3%, soit - 1 210 postes), sous l'effet du repli de l'industrie chimique (-880 postes) et malgré la hausse de la réparation et installation de machines et d'équipements (+140 postes). À l'inverse, les *Industries non manufacturières* (+1,4%) et *Agroalimentaires* (+ 0,9%) restent en croissance, portées par les activités de production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné (+580 postes) et l'Industrie alimentaire (+530 postes).

La *Construction* poursuit son recul au même rythme qu'au trimestre dernier (-1,3%), entraînant la destruction de 2 650 postes. Les pertes se concentrent dans les activités de travaux de construction spécialisés, qui regroupent la majorité des effectifs salariés privés du secteur.

Évolution de l'emploi salarié du privé dans les services en Auvergne-Rhône-Alpes

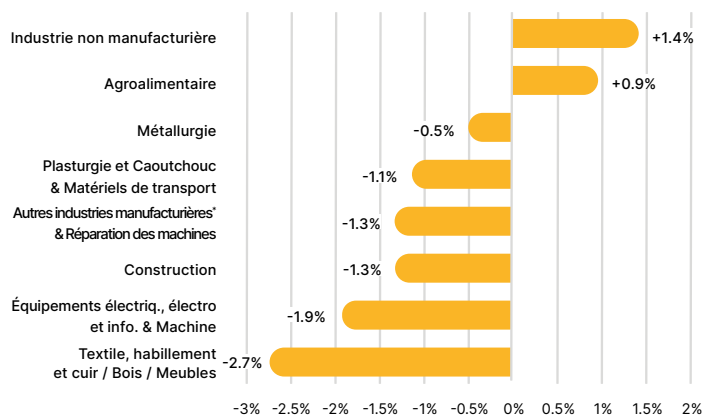
Unité : en % par rapport au même trimestre de l'année précédente



Source : Urssaf, Effectifs salariés du secteur privé, hors agricole hors intérim ; Données CVS. / (*) dont font partie les activités artistiques, récréatives, sportives, celles des organisations associatives ou encore les autres services personnels...

Évolution de l'emploi salarié du privé dans l'industrie et la construction en Auvergne-Rhône-Alpes

Unité : en % par rapport au même trimestre de l'année précédente



Source : URSSAF, Effectifs salariés du secteur privé, hors agricole hors intérim ; Données CVS. / (*) dont font partie les activités artistiques, récréatives, sportives, celles des organisations associatives ou encore les autres services personnels...

La stabilisation de l'emploi salarié dans les territoires d'Auvergne-Rhône-Alpes

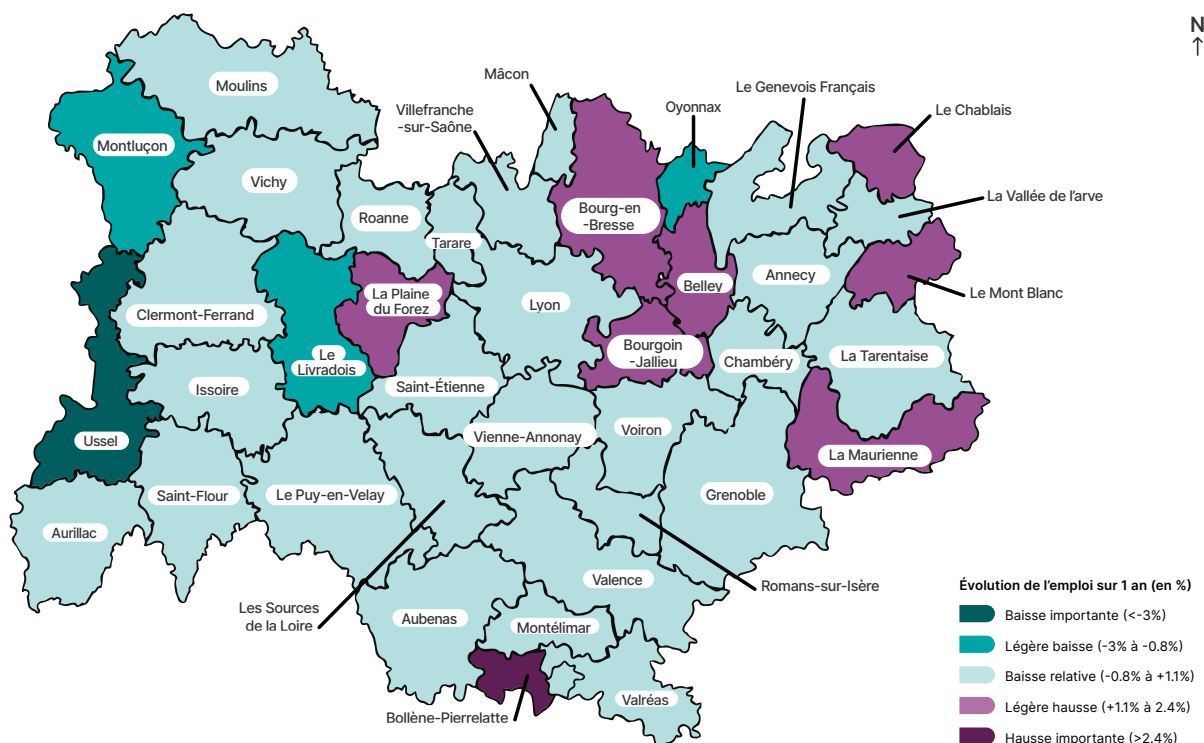
L'emploi salarié privé augmente de nouveau dans les différentes zones d'emplois de la région Auvergne-Rhône-Alpes, au 1^{er} trimestre 2026 (+0,3% après -0,4% en moyenne), pour la première fois depuis le 2^{ème} trimestre 2025. Cet hiver, 25 zones d'emplois connaissent une augmentation des effectifs (contre 16 au trimestre précédent) et 14 une diminution (contre 23 cet automne). L'écart entre la croissance et la décroissance les plus fortes se stabilise ce trimestre (passage de 7,3% à 7,4%, soit 0,1 point). Toutefois une majorité de zones d'emplois connaissent une évolution relative, elles sont 27 à connaître une évolution entre -0,8% et +1,1% de l'emploi salarié. La médiane des évolutions ce trimestre se situe quant à elle à +0,3% (contre -0,2% au trimestre précédent).

Parmi les évolutions remarquables, on note les croissances fortes de Bollène-Pierrelatte (+4,3% et + 3points) et de Romans-sur-Isère (+1% et +3,7 points) et la diminution de Mâcon (+0,4% et -3 point). Parmi les grandes agglomérations, la dynamique semble ralentie à Lyon (-0,2% et -0,8 point), demeure limitée à Grenoble (-0,5% et +0,5 point) et Saint-Étienne (-0,5% et +1,1 point), tandis que Clermont-Ferrand résiste tant bien que mal (+0,1% et -1,2 point). La croissance régionale ce trimestre est attribuée à Bollène-Pierrelatte, La Maurienne (+2,3%) et Le Mont-Blanc (+2,2%), tandis que les zones d'emplois d'Oyonnax (-2%) et Ussel (-3,1%) apparaissent toujours « en souffrance ».

Comparé à l'avant-crise sanitaire, le volume d'emploi salarié privé des zones d'emplois demeure en moyenne supérieur de +4,8% à celui de 2019. Les plus grands écarts se situent dans les zones d'emplois de Bollène-Pierrelatte (+13,6%) et Oyonnax (-5,2%).

Évolution de l'emploi salarié privé par zone d'emploi sur 1 an

(1^{er} trimestre 2026 - 1^{er} trimestre 2025)



Source : URSSAF - Effectifs salariés du secteur privé (hors agricole) ; données CVS

La dynamique de l'embauche

Note d'information - Données d'embauche

Suite à une anomalie technique survenue sur le formulaire en ligne en mars 2025, la classification des contrats (CDD/CDI) a été altérée. Par mesure de fiabilité, la publication des séries DPAE est temporairement suspendue et les données d'avril à septembre 2025 doivent être manipulées avec prudence. Leur diffusion reprendrait à l'automne 2026 après correction.

Le taux de chômage

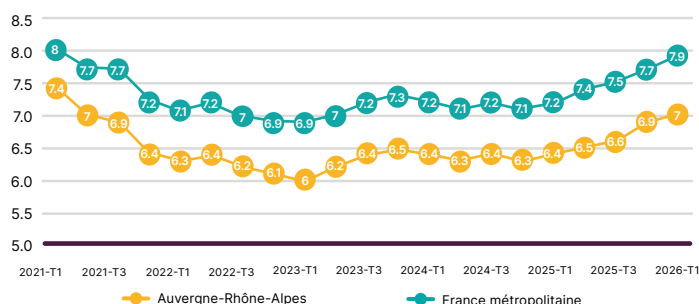
L'augmentation moins rapide d'un taux de chômage au niveau conséquent

Au 1^{er} trimestre 2026, le taux de chômage en Auvergne-Rhône-Alpes augmente à nouveau (+0,1 point et 7%). Cette augmentation est certes plus lente qu'au trimestre précédent (+0,3 points), toutefois le taux régional atteint son plus haut niveau depuis la crise sanitaire (7% au 2^{ème} trimestre 2021). Le taux de chômage en France métropolitaine évolue à un rythme encore plus soutenu, 7,7% à 7,9% de la population active.

L'ensemble des régions françaises (hors Corse +0%) a connu une augmentation de son taux de chômage au 1^{er} trimestre 2026. Auvergne-Rhône-Alpes demeure toujours la 4^{ème} région française au taux de chômage le plus bas (derrière les Pays de la Loire, la Bretagne et la Corse).

Évolution du taux de chômage en Auvergne-Rhône-Alpes et en France métropolitaine

Unité : en % de la population active



Source : Insee. Enquête Emploi et taux de chômage localisé : Données CVS

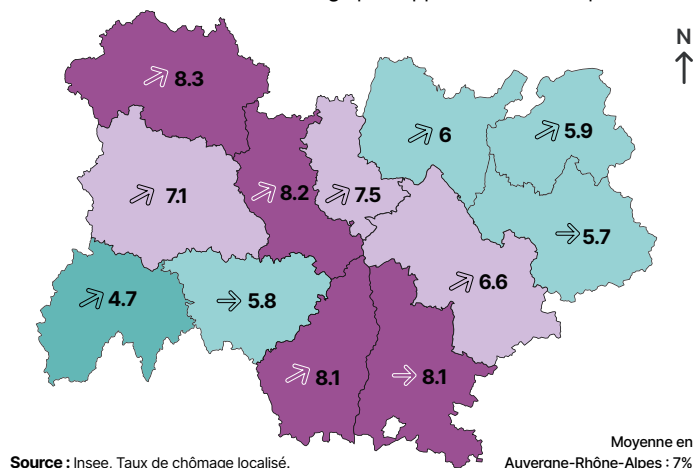
Cette augmentation est aussi moins rapide à l'échelle des départements (+0,1 point à l'hiver 2026, contre +0,2 point à l'automne 2025). Qui plus est inégale selon les territoires. L'Ain et le Rhône connaissent une augmentation notable (+0,2 point), tandis que la majorité des autres départements enregistrent une croissance relative de +0,1 point (Allier, Ardèche, Cantal, Isère, Loire et Haute-Savoie). Drôme, Haute-Loire et Savoie qui avaient connu une croissance plus appuyée au trimestre précédent décrivent quant à eux une stagnation du taux de chômage en ce 1^{er} trimestre 2026.

Plusieurs éléments d'analyse nuancent toutefois cette tendance haussière. D'abord le taux de chômage demeure à un niveau relatif par rapport à la période 2012-2017 où il dépassait souvent les 8% de la population active en région. Aussi, plusieurs indicateurs nationaux sont passés au vert : le temps partiel subi est en recul, la part des CDI a augmenté et le taux d'activité a atteint un nouveau record à 75,6%. La croissance économique correcte ainsi que la politique monétaire accommodante de la BCE n'y sont pas étrangers³.

Taux de chômage en Auvergne-Rhône-Alpes par département au 3^{ème} trimestre 2025

Unité : en % de la population active

↗ : évolution du taux de chômage par rapport au trimestre précédent



Source : Insee, Taux de chômage localisé.

³ Malgré le retour du chômage, quelques éclaircies dans le ciel gris de l'emploi | Alternatives économiques.

Avertissements de lecture, à prendre en compte impérativement pour éviter toute lecture erronée des évolutions ci-dessus :

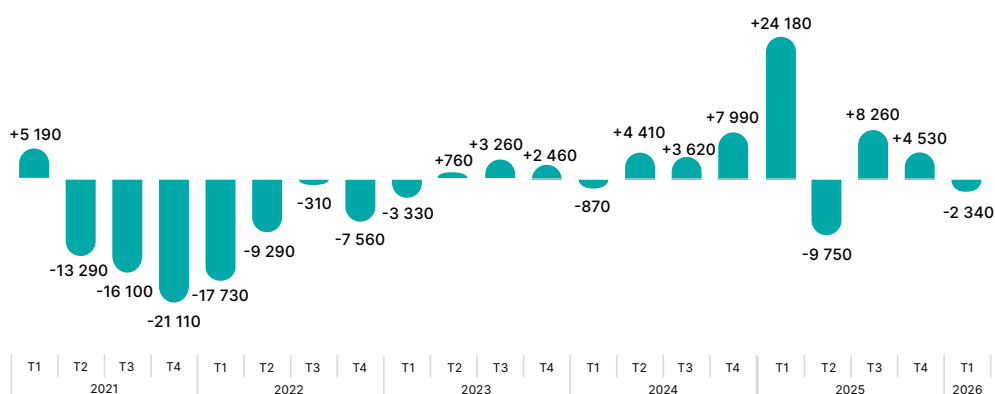
- Rupture de champ statistique depuis janvier 2025 : les bénéficiaires du RSA, jeunes suivis par les missions locales et personnes en situation de handicap suivies par Cap emploi sont désormais inscrits automatiquement à France Travail (loi pour le plein emploi). Les comparaisons dans le temps doivent être interprétées avec prudence durant la période de transition 2025-2027.
- Effet du décret « sanctions » (entré en vigueur en juin 2025) : il a fortement réduit les radiations pour défaut d'actualisation, ce qui gonfle mécaniquement les évolutions officielles. Pour les nouveaux publics et hors effet du décret, l'évolution estimée au 1^{er} trimestre 2026 aurait été de -2,2 % (catégorie A) et -1,2 % (catégories A, B, C), à comparer aux -1,2 % et -0,4 % publiés.
- Modification du « script d'inscription » depuis juillet 2025 : elle affecte la répartition des entrées par motif (faire artificielle du motif indéterminé). Les flux d'entrées/sorties par motif ne doivent pas être interprétés trimestre par trimestre.
- Notion d'inscrit à France Travail ≠ chômage au sens du BIT : ces statistiques ne mesurent pas le taux de chômage (enquête Emploi Insee) et ne doivent pas lui être assimilées.

Une diminution de la demande d'emploi à l'hiver qui reste stable sur un an

Au 1^{er} trimestre 2026, en Auvergne-Rhône-Alpes, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (catégories A, B, C) s'établit en moyenne sur le trimestre à 634 340. Ce nombre diminue de -0,4 % sur le trimestre (soit -2 340 personnes) et reste stable sur un an (+0,1 %, soit +700 personnes). Le nombre de demandeurs d'emploi sans emploi (catégorie A) s'établit à 346 830, en baisse de -1,2 % sur le trimestre et de 2,6 % sur un an.

En France métropolitaine (hors Mayotte), le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C s'établit à 5 728 000, en baisse de -0,3 % sur le trimestre et stable sur un an (+0,1 %). Le nombre d'inscrits en catégorie A diminue de -1,2 % sur le trimestre et de -2,8 % sur un an.

Évolution trimestrielle du nombre des inscrits à France Travail et tenus en recherche d'emploi (catégorie ABC) en Auvergne-Rhône-Alpes depuis 2021



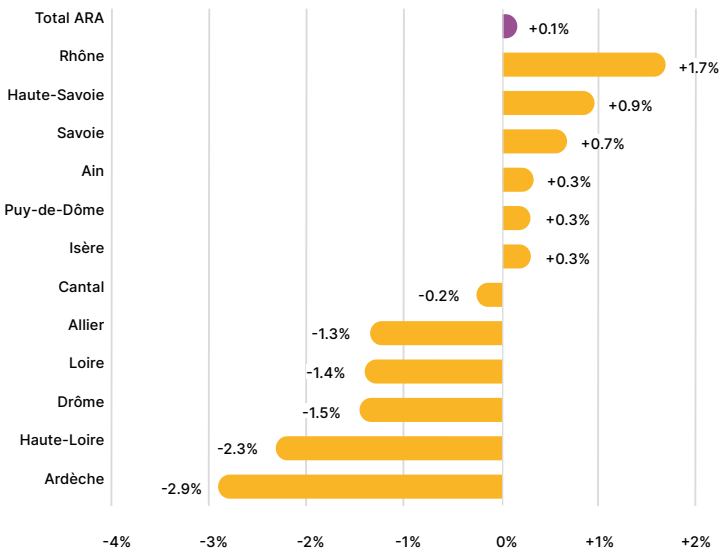
Source : France Travail-Dares, STMT, demande d'emploi en fin de mois ; en CVS catégorie ABC.

Une variation contrastée de la demande d'emploi départementale

Sur un an, les évolutions du nombre des inscrits en catégories A, B, C sont contrastées selon les départements : elles vont de -2,9 % dans l'Allier à +1,7 % dans le Rhône. Pour la seule catégorie A, l'écart va de -7,1 % dans le Cantal à -0,4 % dans l'Ain.

Évolution annuelle de la demande d'emploi en catégorie ABC

Unité en % au 1^{er} trimestre 2026 par rapport au 1^{er} trimestre 2025



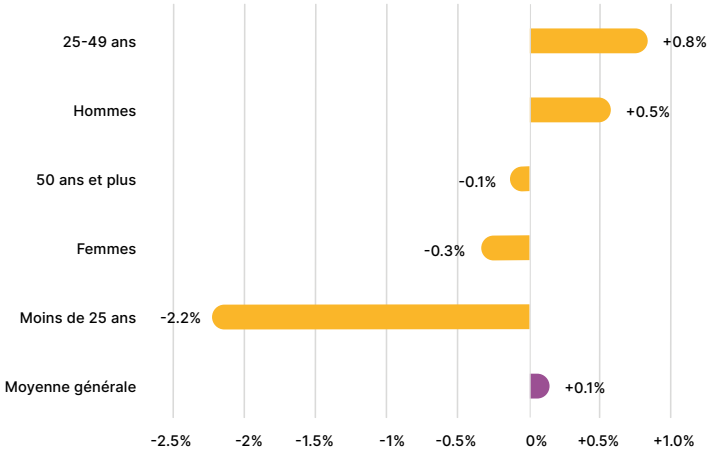
Source : France Travail-Dares, STMT, demande d'emploi en fin de mois ; en CVS catégorie ABC.

Une baisse de la demande d'emploi plus marquée chez les moins de 25 ans

Par public, la baisse annuelle est plus marquée chez les moins de 25 ans (-2,2 % en A, B, C ; -8,7 % en catégorie A) alors que les inscrits de niveau infra-Bac progressent (+4,3 %) et que les demandeurs d'emploi durablement éloignés de l'emploi reculent (-4,2 %). La part des inscrits en catégories A, B, C depuis un an ou plus continue de progresser, à +44,6 % (+3,3 points sur un an).

Évolution sur un an du nombre d'inscrits à France Travail en catégorie ABC en Auvergne-Rhône-Alpes par public spécifique

Unité en % au 1^{er} trimestre 2026 par rapport au 1^{er} trimestre 2025



Source : France Travail-Dares, STMT, demande d'emploi en fin de mois ; en CVS catégorie ABC en jaune et données brutes en mauve.

Les offres d'emplois en baisse au 1^{er} trimestre 2026 et sur un an

En Auvergne-Rhône-Alpes, le volume des offres d'emploi a baissé sur le trimestre.

Sur l'année, France Travail a collecté 431 734 offres d'emploi sur la région en baisse de -13,4 % par rapport au cumul 2024.

■ Une newsletter sur la conjoncture

Tous les trimestres, recevez les dernières actualités et informations clés sur l'économie, l'emploi et le marché du travail dans la région en vous [abonnant à la Lettre d'information : «L'actualité conjoncturelle en Auvergne-Rhône-Alpes»](#).

■ Une veille conjoncturelle

Lisez les derniers articles et études sur l'économie, l'emploi, le marché du travail et la formation en Auvergne-Rhône-Alpes grâce à une veille sur la conjoncture régionale.

Rendez-vous sur [Via-Compétences.fr - Veille conjoncturelle](#)

■ Un outil public de visualisation de données régionales

Via Compétences met également à disposition **DataScope**, un outil de datavisualisation dynamique au service des acteurs de l'emploi, de l'insertion, de la formation et de l'orientation professionnelle.



Retrouvez des informations socioéconomiques actualisées régulièrement sur les métiers, les formations, les territoires et les secteurs d'activité en région Auvergne-Rhône-Alpes. [www.datascope.via-competences.fr](#)

Sources

- > **Altaires**, Étude de défaillances et sauvegardes des entreprises en France au 1^{er} trimestre 2026, Avril 2026, 21 p.
- > **Banque de France**, Projections macroéconomiques pour la France, 16 Juin 2026, 16 p.
- > **Banque de France**, Tendances régionales, Janvier, Février, Mars, 2026 p.
- > **BPI**, La création d'entreprise en Auvergne-Rhône-Alpes, Chiffres de Mars 2026, Fiche statistique, 10 p.
- > **DREETS**, Note de conjoncture 1^{er} trimestre 2026, Auvergne-Rhône-Alpes, 27 p.
- > **DRFIP**, Eco News Auvergne-Rhône-Alpes et du département du Rhône, N°2, Juin 2026, 4 p.
- > **INSEE**, Note de conjoncture, L'industrie tient la barre, les ménages accusent le coup, 17 juin 2026, 119 p.
- > **INSEE**, Informations rapides N°55, En février 2026, les prix à la consommation augmentent de 1% sur un an, 2 p.
- > **INSEE**, Informations rapides N°90, En mars 2026, les prix à la consommation augmentent de 1% sur un mois et de 1,7% sur un an, 4 p.
- > **INSEE**, Comptes nationaux trimestriels, Résultats détaillés, 1^{er} trimestre 2026, Informations rapides n°133, 29 mai 2026, 4 p.
- > **INSEE**, Le chômage au plus haut depuis cinq ans, Insee Conjoncture Auvergne-Rhône-Alpes, n°52, Juillet 2026, 2 p.
- > **URBALYON**, Observatoire Partenarial Économie Emploi Insertion, Regard sur l'économie et les entreprises lyonnaises n°70, Entre capacité de résistance et montée des fragilités, Mai 2026, 16 p.
- > **URSSAF**, Le léger recul des effectifs salariés se poursuit au 1^{er} trimestre 2026 en Auvergne-Rhône-Alpes, Janvier 2026 – N°60, 14 p.

Méthodologie

Le choix de la périodicité dans les séries étudiées dépend du type de données utilisées. Les séries dont les données sont disponibles en CVS ou CVS-CJO (correction des variations saisonnières et correction des jours ouvrables) peuvent être comparées entre différents trimestres de l'année. En revanche, les séries dont les données sont brutes (non retraitées) ne peuvent être comparées qu'entre mois ou trimestres similaires (e.g. 3^{ème} trimestre 2024 par rapport au 3^{ème} trimestre 2023).

La cartographie de l'évolution de l'emploi salarié par zone d'emploi a été réalisée à l'aide du logiciel Carte et données. Une discrétisation de type standardisation a été mobilisée pour mettre en avant les valeurs extrêmes de la distribution symétrique. La gradation harmonique a elle été choisie pour bien opposer les valeurs négatives et positives.



Directrice de publication : Christelle MASSON • Réalisation : Cédric CABANEL (Via Compétences), Sandrine LORAND NGUYEN (Banque de France), Saïd-Hamidou ALLAOUI (France Travail) & Magali VENZAC et Quitterie MESSAUT (Urssaf Auvergne et Rhône-Alpes), avec l'appui de Claire LAMY et Jacques MALGRAS (Via Compétences) • Mise en page et communication : Mélanie CATTELIN • Date de publication : Septembre 2026

Email contact : contact@via-competences.fr